



VISITE D'ETAT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE **EN FRANCE - LE MESSAGE DES MALIENS**

Le savez vous ?

le président de la république vient d'imposer à notre peuple digne et fier une compromission dont les traits essentiels sont : ***Abandon de souveraineté sur une grande partie du territoire, Rupture de l'égalité entre les citoyens : l'état au service des maliens du NORD , Cogestion de la défense nationale et de la sécurité avec les bandits djihadistes , Impunité pour les criminels qui ont le sang des maliens sur la main***

Le savez vous ?

Il n'est prévu pour représenter l'Etat dans les régions conçues dans ce texte qu'un rôle de «**contrôle à posteriori**» ; alors que toute initiative de l'Etat devra être soumise à un examen préalable des autorités régionales. Ce qui traduit bien la volonté d'indépendance, car la Région décide sans se référer et l'Etat est condamné à se soumettre à la volonté de la région.

Le savez vous ?

Concernant les questions de défense et de sécurité, le gouvernement du Mali envisage la création dans les Régions d'une « police territoriale » et des unités de défense à caractère régionaliste (articles 22 et 27 et annexe 2). En réalité c'est le droit de créer une armée de Région. Ainsi au Mali il y aura autant d'armées que de régions. C'est la même situation qui a été créée dans certaines régions de la RD Congo où la guerre contre le pouvoir central dure depuis plus d'un demi-siècle.

Le savez vous ?

Le texte donne naissance à ce qui est désigné sous le nom de «zone de développement prioritaire» et qui est limitée aux Régions du Nord (art. 31 à 49). Et les résultats devront être atteints «dans un délai n'excédant pas 10 ou 15 ans». Pour son succès l'Etat s'engage à y consacrer les fonds nationaux et toutes les aides extérieures obtenues par le Mali.

Le savez vous ?

Depuis son élection, IBK a libéré des dizaines de rebelles poursuivis pour avoir assassiné froidement d'autres maliens sans aucun jugement. Des trafiquants et terroristes sont promus à des hautes fonctions bientôt ! Des violeurs et complices des massacres sont accueillis dans des hôtels aux frais du peuple qu'ils ont martyrisé et rendu orphelin ! IBK vient d'ailleurs de nommer la locomotive de la rébellion de 2012 , Nina WALLETT dans une grande fonction. Impunité, je te tiens !

Le savez vous ?

Les groupes armés interdisent encore aujourd'hui l'accès de KIDAL à toute autorité malienne. Le ministre de l'éducation nationale en sait quelque chose, lui qui s'est vu refuser l'accès de la ville par les maîtres des lieux ; preuve de soumission à l'état !!!!

Le savez vous ?

Près de 120 attaques et incidents de sécurité ont eu lieu au Mali entre le 5 janvier et le 6 octobre 2015. Environ 300 personnes ont trouvé la mort dans notre pays pendant les neuf derniers mois: Maliens, étrangers, membres des FAMAS, soldats de l'ONU, populations civiles, membres des groupes armés.

Le savez vous ?

Cette insécurité a affecté outre les régions du Nord, celles de Mopti, de Ségou, de Sikasso et le District de Bamako avec l'apparition de nouveaux acteurs notamment au centre et au sud. L'extension du périmètre de l'insécurité est un des principaux défis auxquels notre pays est confronté

Le savez vous ?

Depuis l'élection de IBK, avoir un passeport relève du parcours du combattant, les autorités étant incapables de payer les frais de confection aux sociétés prestataires. Des migrants ont payé jusqu'à 200 000f cfa pour l'obtenir en 2015. Ces difficultés s'ajoutent à celles que connaissent tous les maliens de France dans leur relations avec l'administration. Des journées de travail sont régulièrement perdues pour obtenir un document au consulat.

Le savez vous ?

Malgré des dizaines de morts dans la méditerranée, l'état malien n'a rien fait pour lutter contre ce fléau de l'exode des jeunes. D'ailleurs, la gestion de la catastrophe de la MECQUE avec plus de 200 morts maliens a été lamentable. Les parents de victimes ont été laissés sans informations.

Et maintenant que faire ?

Solliciter des citoyens leur implication réelle dans la recherche de solution pour les différents problèmes. Les maliens doivent s'approprier la gestion de la crise au moyen d'une concertation nationale à même de limiter les effets nocifs des accords.

L'indispensable renforcement des FAMA n'est possible qu'avec la fin de la gabegie et des dépenses de prestige de la gouvernance IBK. Celle-ci doit consacrer les maigres ressources de l'état et l'appui financier des partenaires techniques et financiers à assurer la sécurité du pays et soulager les populations.